M. l'Orateur: Avant de procéder à l'étude du bill S-3, portant dissolution de l'Office fédéral du charbon et abrogation de la loi visant la mise de la houille canadienne sur un pied d'égalité avec la houille importée, de la loi sur l'aide à la production du charbon, et de la loi sur l'Office fédéral du charbon, j'aimerais revenir au débat des derniers jours relatif à la procédure.

Jeudi dernier, le député de Peace River a invoqué le Règlement, car les dispositions du bill S-3, portant dissolution de l'Office fédéral du charbon et abrogation de la loi visant la mise de la houille canadienne sur un pied d'égalité avec la houille importée, de la loi sur l'aide à la production du charbon, et de la loi sur l'Office fédéral du charbon, allaient à l'encontre, disait-il, des articles 53 et 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et des dispositions des articles 62 et 63 du Règlement, soit deux des plus importants articles relatifs à la procédure.

● (2.10 p.m.)

Le député a soutenu dans son exposé que le but déclaré des articles 2 et 3 du bill était l'appropriation de fonds publics et que, dans ce cas, le bill devait être présenté à la Chambre des communes sur la recommandation de la Couronne.

Subséquemment, lundi dernier, le député de Winnipeg-Nord-Centre a débattu l'appel au Règlement et rappelé avec force détails un certain nombre d'autorités qui traitent de l'affectation des deniers publics.

L'honorable représentant a présenté un argument irrésistible et lucide et a reçu l'apui vigoureux du député d'Edmonton-Ouest.

D'autre part, lorsque le président du Conseil privé a pris la parole lundi dernier, il a cité les commentaires 449 et 450 de la 3^e édition de Beauchesne au sujet des délibérations portant sur le bill S-3. Voici ces commentaires:

449. Un bill qui ne comporte pas une dépense directe mais confère simplement au Gouvernement un pouvoir dont l'exercice exigera que le Parlement affecte des deniers publics n'est pas un bill de finances et n'a pas à être précédé d'une résolution pour être présenté.

450. Un bill tendant à créer les rouages nécessaires pour la dépense d'une certaine somme de deniers publics que le Parlement serait appelé à voter par la suite peut être présenté à la Chambre sans la recommandation de la Couronne et sans l'examen préalable d'une résolution par le comité.

J'ai eu l'occasion de voir d'où étaient tirés les commentaires cités par le ministre. On les trouve aux pages 118 et 119 ainsi qu'à la page 240 des *Journaux* de 1912-1913 mais franchement, je ne crois pas que ces deux précédents soient analogues à la question dont la Chambre est saisie.

[Le très hon. M. Trudeau.]

Dans sa décision du 16 janvier 1912, l'Orateur d'alors a déclaré notamment ce qui suit:

La question n'est pas sans présenter des difficultés. M. Bourinot semble, dans ses observations, avoir étendu la portée de la règle un peu plus loin que ses termes ne le comportent. Le bill en question ne nécessite pas une telle motion. Le plus que l'on peut dire, c'est qu'en vertu de ses dispositions quelque chose doit être fait qui peut donner lieu à une réclamation contre le Gouvernement. Si cela suffisait pour lui appliquer la règle, on devrait établir que tout bill, donnant au Gouvernement un pouvoir en vertu duquel une dépense pourrait être effectuée, tombe sous l'application de la loi. Suivant moi, cela donnerait vraiment une interprétation trop longue aux mots: «une motion ayant en vue tout subside public ou toute dépense de deniers publics».

Bien que les auteurs ne soient pas absolument d'accord, je ne suis pas enclin à donner un sens trop étendu à cette règle. Je suis donc d'avis qu'aucune résolution n'est nécessaire.

On verra, de par les remarques faites par l'Orateur en 1912, qu'il n'était pas question de modifier ou d'altérer une quelconque disposition d'une loi de subsides.

La disposition de l'article 3 (2) du bill S-3 ne saurait en aucune manière être considérée autrement que comme une modification des lois de subsides, passées et futures, et elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de dépenser des crédits d'une manière non autorisée par les dispositions pertinentes de certaines lois de subsides.

En permettant que ces dispositions relatives aux crédits subsistent dans un bill public émanant du Sénat, les privilèges de la Chambre ont, à mon avis, été lésés. Le paragraphe 1 de l'article 62 du Règlement, qui est explicite à cet égard, est ainsi conçu:

La Chambre ne peut adopter ou approuver ni crédit, ni résolution, ni adresse, ni projet de loi portant affectation d'une partie des recettes publiques, ni aucune taxe ou impôt, à une fin qui n'a pas été antérieurement recommandée à la Chambre par un message du Gouverneur général au cours de la session pendant laquelle ce crédit, cette résolution, cette adresse ou ce projet de loi est proposé.

Je dois donc décider que, comme les dispositions du bill S-3 ont trait à l'affectation de fonds publics, ce bill viole les privilèges de la Chambre et doit être écarté. Par conséquent, l'avis de la première lecture du bill S-3 sera rayé du *Feuilleton*.

(L'ordre est annulé et la motion retirée.)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

LES EFFECTIFS DE LA DIRECTION DES AFFAIRES INDIENNES

Question n° 220—**M. Howard (Skeena):**

Quels étaient les effectifs de la Direction des affaires indiennes en avril 1969?